

La refondation républicaine dans la région de Marseille

Le gouvernement provisoire de la République française (GPRF) est représenté dans la région de Marseille par le commissaire régional de la République (CRR), Raymond Aubrac, débarqué avec les troupes de Libération.

Celui-ci accomplit, en peu de temps (de la fin août 1944 à la mi-janvier 1945) une œuvre considérable. Il crée une nouvelle force de police, les forces républicaines de sécurité (FRS futurs CRS), recrutées parmi les résistants, met en place, pour normaliser l'épuration, des cours de justice, nomme les nouveaux responsables civils, réquisitionne quinze des plus grandes entreprises de Marseille, dont il confie la gestion à des directions provisoires avec représentation du personnel et se préoccupe d'assurer le ravitaillement.

Il travaille en bonne entente avec les comités départementaux de Libération (CDL) de la région. Pourtant, les CDL de la zone Sud acceptent mal leur progressive mise à l'écart et expriment leur malaise lors d'une réunion en Avignon, les 7 et 8 octobre 1944. Mais cette tentation contestataire n'est qu'un feu de paille éteint, entre autres, par les représentants du CNR.

Le général de Gaulle, lors de son voyage à Marseille, le 15 septembre 1944, affirme vigoureusement, comme dans ses autres déplacements en province, la nécessité de l'ordre républicain. Celui-ci se traduit, en particulier, par la dissolution des Milices patriotiques, avec leur intégration possible dans l'armée ou dans les CRS.

Très rapidement, au niveau politique, de nombreuses consultations électorales marquent le retour de la tradition représentative au suffrage universel, pour la première fois élargi aux femmes. C'est le cas en avril-mai 1945 pour les élections municipales. Mais la République qui se dessine alors n'est pas le simple décalque de la précédente. L'effervescence de la Libération contribue à accentuer son aspect social : c'est ainsi que les comités d'entreprises sont, en partie, l'héritage des comités de gestion des entreprises de Marseille réquisitionnées.

Robert Mencherini
Professeur des universités en Histoire contemporaine